

Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

U.D.A.F.
des Alpes-Maritimes

UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
DES ALPES-MARITIMES
(U.D.A.F. - AM)
Immeuble Nice Europe C
15, rue Alberti
06000 NICE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES DES ALPES-MARITIMES (U.D.A.F.-AM)**

Siège social : Immeuble Nice Europe C – 15 rue Alberti – 06000 NICE

***Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024***

A l'assemblée générale de l'Association U.D.A.F.-AM,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association U.D.A.F.-AM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L821-53 et R821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

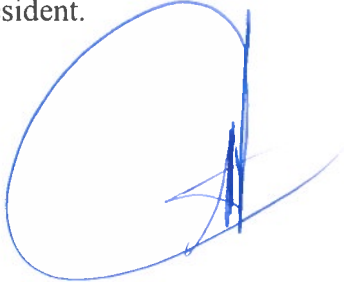


- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

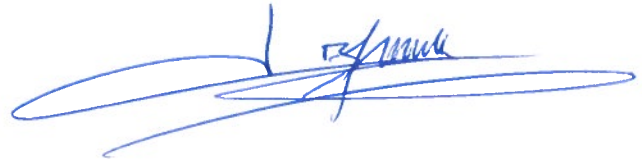
Fait à Le Cannet, le 10 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes :
CABINET TRINTIGNAC & ASSOCIES

M. Jean-François GUTTADORO,
Président.



M. Bruno ALLEAUME,
Commissaire aux Comptes Associé.



BILAN CONSOLIDE 2024 – UDAF 06

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	47 441	41 416	6 025	9 424
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 410 532	1 042 663	367 869	407 644
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	828 057	559 199	268 858	205 377
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	464 975		464 975	452 580
Prêts				
Autres	21 913		21 913	19 333
Total 1	2 772 918	1 643 278	1 129 640	1 094 358
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	169 004	49 528	119 477	139 252
Autres	183 063		183 063	53 969
Disponibilités	4 575 106		4 575 106	4 740 603
Charges constatées d'avance	32 437		32 437	23 875
Total 2	4 959 610	49 528	4 910 082	4 957 699
Total général (1+2)	7 732 528	1 692 805	6 039 723	6 052 057



BILAN CONSOLIDE 2024 – UDAF 06

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	4 302 509	4207458
<i>Dont réserves sous gestion contrôlée</i>	<i>1 576 958</i>	<i>1 608 922</i>
Report à nouveau	530 463	375 957
<i>Dont RAN sous gestion contrôlée</i>	<i>623 056</i>	<i>436 249</i>
Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit)	45 698	249 557
<i>Dont Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) sous gestion contrôlée</i>	<i>-34 593</i>	<i>161 843</i>
Situation nette (sous-total)	4 878 670	4 832 972
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	11 432	15 353
Réserves des plus-values nettes d'actif	38 565	20 292
Total 1	4 928 667	4 868 617
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		32 623
Total 2	0	32 623
PROVISIONS		
Provisions pour risques	186 459	202 855
Provisions pour charges	114 012	113 214
Total 3	300 471	316 069
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	65 190	36 734
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	138 810	146 257
Dettes fiscales et sociales	377 582	350 163
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 142	22 369
Autres dettes	136 591	140 838
Produits constatés d'avance	84 270	138 388
Total 4	810 584	834 749
Ecarts de conversion passif (5)		
Total général (1+2+3+4+5)	6 039 723	6 052 057



COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2024 – UDAF 06

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 892	1 959
Ventes de biens et services	1 406 337	1 360 205
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 217 632	2 205 422
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	198 411	138 892
Utilisations des fonds dédiés	32 623	85 238
Autres produits	253 341	261 838
Total I	4 110 236	4 053 554
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	2 145	2 422
Autres achats et charges externes	844 880	883 322
Aide financières	28 638	25 690
Impôts, taxes et versements assimilés	281 113	269 924
Salaires et traitements	1 903 970	1 793 986
Charges sociales	762 071	704 336
Dotations aux amortissements sur immobilisations	122 366	104 910
Dotations aux provisions sur actif circulant	13 887	16 665
Dotations aux provisions sur risques et charges	11 838	12 717
Report en fonds dédiés		0
Autres charges	69 134	315
Total II	4 040 043	3 814 286
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	70 193	239 267
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	12 391	12 086
Autres intérêts et produits assimilés	49 988	16 172
Total III	62 379	28 258
CHARGES FINANCIÈRES		
Intérêts et charges assimilées	0	0
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	62 379	28 258
3. RESULTAT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	132 572	267 525



COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opération de gestion	4 967	681
Sur opération de capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	79 772	12 000
Total V	84 739	12 681
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opération de gestion	83 356	19 650
Sur opération de capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	81 650	7 805
Total VI	165 006	27 455
4. RESULTAT EXCEPTIONNELS (V - VI)	-80 267	186 204
Impôts sur les bénéfices (VII)	6607,31	3194
Total des produits (I + III + V)	4 257 354	4 094 493
Total des charges (II + IV + VI + VII)	4 211 657	3 844 935
EXCEDENT OU DEFICIT	45 698	249 557



**REGLES ET METHODES COMPTABLES
COMPTES AGREGES**

Préambule : L'ensemble des documents ci-joints constituent l'Annexe des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, comptes caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : 6.039.723 €
- Total du compte de résultat produits : 4.257.354 €
- Total du compte de résultat charges : 4.211.657 €
- Résultat de l'exercice : excédent : 45.698 €

L'exercice à une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 avril 2025. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Tout d'abord, Il convient de décrire l'objet social, de la nature et du périmètre des activités et des moyens mis en œuvre de l'entité :

L'association a pour objet d'assurer la défense et la représentation des familles auprès des pouvoirs publics.

Afin de favoriser la réalisation de son objet, l'UDAF 06 peut donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial, représenter officiellement l'ensemble des familles auprès des pouvoirs publics, ester en justice pour toute action civile de défense des intérêts moraux et matériels des familles.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les principaux faits et éléments significatifs de l'exercice 2024 :

- Conformément à l'arrêté du 05 août 2024 portant extension du Ségur pour tous, décision a été prise du versement de l'indemnité Ségur aux salariés éligibles et dont le financement n'est pas réalisé au 31/12/2024.
- Changement de direction

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les états financiers de l'Association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2024, la gouvernance et la direction de l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.



3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

a. Principes et conventions générales

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément :

- Au règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- A la charte UNAF/UDAF1997.
- De l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux.
- Aux dispositions II de l'article R314-95 du code de l'action sociales et des familles relatif à l'affectation des produits financiers en provisions réglementées

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et préparés conformément aux principes comptables généraux et dans le respect du principe de prudence.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes 2023 sont fournis à titre de comparaison.

4. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

a. IMMOBILISATIONS

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-03, l'Association applique la méthode prospective, sans que cela influe sur les Fonds Associatifs ou le résultat de l'exercice.

Les durées résiduelles d'amortissements correspondent aux durées résiduelles d'utilisation des biens.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et, le cas échéant, font l'objet d'une décomposition par composant. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon la durée d'utilisation.

Les taux les plus couramment appliqués sont les suivants :

Logiciels informatiques	De 1 à 3 ans
Bâtiments	De 25 à 50 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	De 3 à 5 ans
Matériel et Mobilier de bureau	De 6 à 10 ans
Installations et agencements, constructions	De 3 à 10 ans



b. CREANCES ET DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

c. TRESORERIE

Les opérations de trésorerie sont enregistrées chronologiquement et pour leur valeur nominale dans le strict respect des principes comptables généraux.

d. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les sommes portées dans ces comptes sont liées au respect du principe comptable de séparation des exercices.

Les charges constatées d'avance portées à l'actif du bilan sont constituées de charges couvrant à la fois 2024 et 2025 (abonnements, primes d'assurances, maintenances informatiques...) et dont la partie rattachée à l'exercice 2025 a été déterminée et extraite des charges de l'exercice 2024 (pour ne pas influencer sur le résultat de l'exercice) et affectée au compte "Charges constatées d'avance".

e. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les sommes portées dans ces comptes sont liées au respect du principe comptable de séparation des exercices.

Les produits constatés d'avance portés au passif du bilan sont constitués de produits couvrant à la fois 2024 et 2025 (subventions) et dont la partie rattachée à l'exercice 2025 a été déterminée et extraite des produits de l'exercice 2024 (pour ne pas influencer sur le résultat de l'exercice) et affectée au compte "Produits constatés d'avance".

f. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- Provisions pour risque prudhommal : 178 959 €

Dans le cadre d'un litige juridique, l'Association a provisionné le risque estimé sur la base des éléments du dossier et de l'analyse de ses conseils. En 2024, une provision de 63 376 € a été comptabilisée.

- Indemnités de départ à la retraite : 114 012 €

Le calcul a été fait pour l'ensemble du personnel, en fonction de la Convention Collective Nationale de Travail du 15 mars 1966 et selon les préconisations de l'U.N.A.F. avec les paramètres suivants :

- i. Taux d'actualisation: 2%
- ii. Taux moyen de charges sociales : 47,24%
- iii. Age de départ à la retraite 64 ans
- iv. Base salariale retenue: brut mensuel
- v. Table de mortalité afin de calculer la probabilité d'être en vie et présent dans l'entreprise à l'âge de la retraite.



Formule de calcul :

Salaire brut mensuel avec prise en compte des charges sociales x nombre de mois à verser selon ancienneté (ancienneté acquise au jour de l'évaluation des engagements/Carrière totale dans l'entreprise) x Coefficient de probabilité x Prise en compte du taux d'actualisation.

En 2024, une dotation est constatée à hauteur de 11.838 € et une reprise de 11.039 €.

- Provision pour contrôle URSSAF :

En 2019, l'Association a fait l'objet d'un contrôle URSSAF. Une provision avait été constatée pour 79.772 €.

En 2024, l'UDAF a été condamnée. Ainsi la provision a été intégralement reprise soit la somme de 79.772€. Une charge exceptionnelle a été comptabilisée pour la somme de 80.482 €.

- Provisions pour risque remboursement UNAF : 7 500 €

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2022-2026 conclu avec l'UNAF, l'Association avait prévu de démarrer l'action « Répit Parental » en 2023 et avait donc à ce titre, budgété la somme de 7 500€ pour la réalisation d'une étude de territoire et des partenaires potentiels. Le changement de direction survenu en 2023 a entraîné l'annulation de cette action et avec cela le risque d'une dette à rembourser à l'UNAF. Ainsi par prudence, une provision de 7 500€ a été enregistrée sur l'exercice 2023 et toujours dans les comptes en 2024.

g. AUTRES DETTES – PROVISIONS POUR CONGES A PAYER

L'intégralité des congés non pris au 31 décembre 2024 a été provisionnée au bilan conformément à la situation éditée à partir du logiciel de Paie, après neutralisation des agents ayant quitté l'Association.

Montant de la provision pour congés à payer : 148 930 € (variation 2024 - 2023 = + 36 947 €)

Charges sociales sur congés à payer : 51 621 € (variation 2024 - 2023 = + 11 318 €)

Charges fiscales sur congés à payer : 18 735 € (variation 2024 - 2023 = + 6 334 €)

h. FONDS SOCIAL

L'U.D.A.F. 06 gère un fonds social dont le montant des disponibilités s'élève à 83 388 € se décomposant comme suit :

- 8 406 € provenant de disponibilités propres à l'Institution qui ont été affectés sur décision du Conseil d'Administration en 2000 pour création d'un Fonds Social permettant l'attribution d'avances récupérables aux personnes sous protection.
- 74 982 € provenant de reliquats de comptes d'utilisateurs, dont la mesure de protection a pris fin, non encaissés ou versements non identifiables par les organismes de prestations qui en refusent la restitution. Ces sommes sont en dépôt sur le compte Fonds Social et ne sont jamais utilisés.

5. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

ANALYSE DU RESULTAT		
	DEFICIT	EXCEDENT
RESULTAT COMPTABLE		45 698
Part du résultat Institution		41 510 €
Part du résultat des services en gestion libre		38 781 €
Part du résultat des services en gestion contrôlée	34 593 €	

6. ANALYSE DES SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS PERCUS

ACTIVITES	FINANCEURS							TOTAL
	CONSEIL DEPART.06	CONSEIL REGIONAL	C.A.F. des A.M.	MSA	ETAT	MAIRIES	UNAF	
INSTITUTION					50 947	3 000	236 272	290 219
MJAGBF								0
MJPM					1 414 265			1 414 265
MEDIATION	6 614			5 006	49 000			60 620
ESPACE RENCONTRE	30 900			2 600	53 000			86 500
ENQUETES SOCIALES								0
RESIDENCES ACCUEIL					220 643			220 643
MASP								0
LOGEMENT SOCIAL ACCOMPAGNE					86 108			86 108
ISTF	45 000							45 000
PENSION DE FAMILLE					14 277			14 277
	82 514	0	0	7 606	1 888 240	3 000	236 272	2 217 632

La CAF finance à hauteur de 527.031 € les activités de MJAGBF.

7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

■ FONDS GERES POUR LES MAJEURS CONFIES SOUS MESURES DE PROTECTION

Au 31 décembre 2024, le montant des fonds gérés pour les Majeurs confiés sous mesures de protection s'élève à 14 196 011 €, ces sommes étant rattachées à des Comptes courants individuels ouverts auprès de la BNP, du CREDIT MUTUEL ou de la CAISSE D'EPARGNE pour un montant global de 6 434 293 € ainsi qu'à des comptes courants externes pour un montant global de 7 761 718 €.

8. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	46 255		4 457
Constructions sur sol propre	1 006 164		
Installations générales agencements aménagements constr.	404 369		0
Installations générales agencements aménagements divers	197 142		15 592
Matériel de transport	149 585		33 182
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	349 799		89 443
TOTAL	2 107 058		138 216
Prêts, autres immobilisations financières	471 913		14 975
TOTAL	471 913		14 975
TOTAL GENERAL	2 625 225		157 648

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin d'exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		3 271	47 441	
Constructions sur sol propre			1 006 164	
Installations générales agencements aménagements constr.			404 369	
Installations générales agencements aménagements divers			212 734	
Matériel de transport			182 766	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		6 684	432 557	
TOTAL		6 684	2 238 590	
Prêts, autres immobilisations financières			486 888	
TOTAL			486 888	
TOTAL GENERAL		9 955	2 772 918	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	36 831	7 856	3 271	41 416
Constructions sur sol propre	700 995	27 929		728 923
Installations générales agencements aménagements constr.	301 893	11 847		313 740
Installations générales agencements aménagements divers	161 969	6 018		167 987
Matériel de transport	79 226	21 343		100 570
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	249 953	47 373	6 684	290 642
TOTAL	1 494 036	114 510	6 684	1 601 862
TOTAL GENERAL	1 530 866	122 366	9 955	1 643 277

Toutes les dotations aux amortissements font fait l'objet d'un amortissement linéaire.

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminution s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions réglementées	20 292	18 273			38 565
TOTAL	20 292				38 565

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	113 214	11 838	11 039		114 012
Autres provisions pour risques et charges	202 855	63 376	79 772		186 459
TOTAL	316 069	75 214	90 811		300 471

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminution s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients*	108 820	13 893	73185		49 528
TOTAL	108 820	13 893	73185		49 528
TOTAL GENERAL	108 820	13 893	73185		49 528

Fonds Dédiés

Fond Dédiés	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminution s Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Fonds Dédiés s/ Subvention fonctionnement	1 662		1 662		0
Fonds dédiés Dotation forfaitaire	30 961		30 961		0
TOTAL	32 623		32 623		0

Un fonds dédié a été comptabilisé en 2018 au titre du CITS pour 18 503 € avec accord du financeur et est utilisé à la formation des salariés des services de majeurs protégés. Au 31/12/2024 le fonds dédié a été entièrement repris.

Un fonds dédié a été comptabilisé en 2022 au titre de la part 2 du Fonds Spécial. Au 31/12/2024 le fonds dédié a été entièrement repris.

Tableau des variations des fonds propres

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Réserves :					
Réserves d'investissement	970 437	52 694			1 023 131
Réserves de compensation	2 108 799	67 321		24 964	2 151 155
Autres réserves	1 128 223				1 128 223
<i>Dont Réserves des activités sous gestion contrôlée</i>					
Réserves d'investissement	655 527				655 527
Réserves de compensation	682 135			24 964	657 171
Autres réserves	264 260				264 260
Total des réserves	4 207 459	120 015	0	24 964	4 302 510
Report à nouveau des activités sous gestion propre	-53 575	-32 300			-85 876
Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	429 532	161 843	24 964		616 339
Total des reports à nouveau	375 957	129 542	24 964	0	530 463
RESULTAT DE L'EXERCICE	249 557	-249 557	45 698		45 698
<i>Dont Résultat des activités sous gestion contrôlée</i>	161 843	-161 843	-34 593		-34 593
Fonds consommables					
Subventions d'investissement	15 353			3 921	11 432
Provisions réglementées					
Différence / réalisation éléments d'actifs	20 292		18 273		38 565
TOTAL	4 664 758	0	88 935	28 885	4 928 668

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	486 888		486 888
Clients douteux ou litigieux	49 528	49 528	
Autres créances clients	119 477	119 477	
Personnel et comptes rattachés	674	674	
Autres impôts, taxes et versement assimilés	15 738	15 738	
Divers états et autres collectivités publiques	57 312	57 312	
Groupe et associés	97 738	97 738	
Débiteurs divers	12 047	12 047	
Charges constatées d'avance	32 437	32 437	
TOTAL	871 838	384 950	486 888

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	0	0		
Emprunts et dettes financières divers	17 290	17 290		
Fournisseurs et comptes rattachés	138 810	138 810		
Personnel et comptes rattachés	176 641	176 641		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	145 425	145 425		
Impôts sur les bénéfices	7 989	7 989		
Autres impôts et taxes assimilés	47 527	47 527		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 142	8 142		
Groupe et associés	47 900	47 900		
Autres dettes*	136 591	136 591		
Produits constatés d'avance	84 270	84 270		
TOTAL	810 584	810 584		-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Détail des produits à recevoir

	Montant
Factures à établir au 31/12/2024	14 451
Cotisations à recevoir	1 892
Intérêts courus à recevoir sur placements	29 220
Produits à recevoir	0
Subventions à Recevoir	57 312
Total	102 874

Détail des charges à payer

	Montant
Fournisseurs, Factures non parvenues	57 894
Dettes pour Droits Acquis aux Congés Payés y compris charges sociales et fiscales	219 286
Clients, Avoirs à Etablir	1 059
Rémunérations à verser y compris charges sociales	23 063
Déplacements à payer	0
Cotisations à Reverse	304
Diverses charges à payer	47 910
Total	349 516

9. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Transferts de charges

Nature	Montant
Remboursements sur Achats & Charges Externes	20 707
Remboursement sur sinistre	
Remboursements Charges de Personnel - Prévoyance	23 245
Remboursements de Charges - Contrats Aidés	2 150
Remboursement de Charges de Personnel	
Remboursement d'Indemnités Journalières	66 040
Reversement Organismes Gestion C.E.T.	2 050
Avantage en nature véhicule	
Total	114 192

Résultat exceptionnel

Nature	Montant
Reprise de provision exceptionnelle	79 772
Régularisation trop versée sur exercices antérieurs	
Divers	4 967
Total produit exceptionnel	84 739
Dotation aux provisions exceptionnelles	81 650
Litiges	
Divers	83 356
Total charge exceptionnelle	165 006

10. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées en raison de leur caractère peu significatif par rapport à la taille de l'Association.

11. REMUNERATIONS DES ORGANES DE DIRECTION

Les organes de direction de l'association ont perçu une rémunération brute globale de 74 117€.

